



AFRIQUE/NIGER - "La situation est calme, la population ne semble pas alarmée" dit à l'Agence Fides un missionnaire de Niamey

Niamey (Agence Fides) – « La situation est calme, les écoles sont ouvertes et on ne remarque pas de mesures particulières de sécurité » rapporte à l'Agence Fides un missionnaire de la Société des missions africaines de Niamey, capitale du Niger, où hier, 18 février, un coup d'état militaire a déposé le président Mamadou Tandja. « Notre mission n'est pas très distante du palais présidentiel. Hier, autour de 13 heures, nous avons entendu des coups d'arme à feu provenant de la zone du palais du président, qui était réuni avec les ministres pour un conseil extraordinaire. La fusillade a duré jusqu'à 15h30. Les militaires putschistes, soutenu par un automitrailleuse, se sont affrontés avec la Garde présidentielle, et après une violente bataille ont réussi à pénétrer dans le palais, où ils ont arrêté le président Tandja et ses ministres » raconte à Fides le missionnaire. « La bataille concernait seulement le palais présidentiel, le reste de la ville est resté calme. Je suis moi-même allé dire la messe dans une paroisse, sans rencontrer de problèmes. J'ai été étonné de l'absence d'une patrouille de police, qui d'habitude stationne sur un point de mon parcours : hier elle n'y était pas. Pendant plusieurs heures, les radios et télévisions nationales ont continué la programmation normale, sans donner aucune nouvelle du coup d'état. Grâce aux médias étrangers, nous avons appris ce qui se passait. C'est seulement à minuit que la radio a annoncé l'imposition du couvre-feu à partir de 18 heures aujourd'hui ».

Le Colonel Goukoye Abdoukarim, au nom du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSDR) a annoncé la suspension de la Constitution de la « sixième République » et la dissolution des institutions relatives. Les frontières resteront fermées jusqu'à nouvel ordre. Le Colonel Abdoukarim a d'autre part annoncé que le président du CSDR était Salou Djibo, commandant de la Compagnie de soutien de Niamey, qui dispose de véhicules blindés.

A la fin de l'année dernière, le président Tandja, au pouvoir depuis 10 ans, avait dissout le Parlement et la Cour Constitutionnelle après avoir obtenu la prolongation de son mandat pour trois autres années, grâce au référendum d'août 2009 qui avait approuvé une nouvelle constitution (donnant naissance à la dite « sixième République »). L'opposition, qui avait boycotté le référendum et les élections législatives d'octobre, avait dénoncé le coup d'Etat de la part du Président. La communauté internationale avait aussi condamné la prolongation du mandat présidentiel, qui dans les termes de la vieille constitution, est arrivé à échéance le 22 décembre. « Pour résoudre la controverse, une commission de médiation avait été créée, dont faisait partie Son Exc. Mgr Michel Christian Cartatéguy, Archevêque de Niamey » rappelle à Fides le missionnaire. « Le coup d'état était de toute façon dans l'air : la population n'était pas du côté du président, et il est significatif que le coup d'Etat ait été fait par des colonels, car les généraux avaient été nommés par Tandja. Nous espérons seulement que les putschistes tiennent leur promesse de restaurer la démocratie sans répandre de sang » conclut le missionnaire. (L.M.) (Agence Fides 19/2/2010 Lignes 37 Mots 530)